

Fiche n°1	<b>INTERVENTION DE MAINTENANCE PRÉVENTIVE</b>
<b>Description de la prestation</b>	
<p>La maintenance préventive a pour but de réduire le risque de panne et d'assurer, pour un matériel ou système donné, son maintien en condition opérationnelle, c'est à dire de lui assurer des caractéristiques fonctionnelles proches de celle d'origine, de le maintenir en bon état et d'en assurer l'accessibilité.</p> <p><b>Prestations dues par le titulaire dans le cadre de la prestation forfaitaire de maintenance préventive (art 2.3 du CCTP) :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La visite d'inventaire – revue de lancement de marché (article 1.1.1 du CCTP) ;</li> <li>• les prestations de maintenance préventive et palliative ;</li> <li>• la mise en route et l'arrêt des installations suites à sollicitation du responsable de site</li> <li>• une astreinte selon les dispositions prévues dans le tableau des équipements (cf annexe 1 du CCTP)</li> <li>• les actions concourant à exécuter les opérations fixées au contrat ainsi que la prise des mesures conservatoires en vue d'assurer la sécurité des personnes et des biens, la remise en route ou, à défaut la remise en route en mode dégradé, et l'information correspondante du responsable de site ;</li> <li>• les prestations sous-traitées (soit constructeurs des matériels concernés, soit sociétés spécialisées) ;</li> <li>• la mise en place des visites périodiques annuelles, ainsi que les actions de vérifications réglementaires, selon la fréquence, le type d'équipement concerné et la catégorie du bâtiment ;</li> <li>• la prise en compte des demandes d'interventions curatives dans les conditions de délais prévues au CCAP ;</li> <li>• La prise en charges des actions curatives au sens des normes AFNOR NF EN 13306 et FD X 60-000, dont les pièces sont incluses dans le forfait (<a href="#">annexe 2 à l'acte d'engagement</a>)</li> <li>• l'application du devoir de conseil et d'accompagnement du Maître d'ouvrage</li> <li>• la tenue à jour de l'outil de gestion du contrat</li> <li>• La rédaction des rapports d'intervention de maintenance préventive, palliative, corrective et curative</li> <li>• la rédaction des rapports d'activité</li> </ul>	
<b>Livrables Attendus</b>	
<p>(1) Établissement d'un <b>inventaire contradictoire</b> : <b>six</b> (6 semaines) après la date de notification de l'accord-cadre (art 1.1.1 du CCTP et 5.1 du CCAP).</p> <p>(2) Fourniture d'un <b>plan d'entretien</b> : <b>un (1) mois</b> à compter de la date de notification du BC de maintenance préventive (art 1.1.2 du CCTP).</p> <p>(3) Établissement d'un <b>planning annuel prévisionnel</b> ré-actualisable : <b>un (1) mois</b> suivant la notification du BC de maintenance préventive (art 1.1.3 du CCTP et 5.1 du CCAP)</p> <p>(4) Établissement d'un <b>Classeur de maintenance</b> : <b>trois (3) mois</b> suivant la notification du BC de maintenance préventive (art 1.1.4 du CCTP et 5.1 du CCAP).</p> <p>(5) Établissement d'un <b>Carnet d'entretien</b> : Au plus tard à la première visite préventive (art 1.1.5 du CCTP et 5.1 du CCAP).</p> <p>(6) Mise en place d'un <b>outil de suivi</b> : <b>deux (2) mois</b> suivant la notification du BC de maintenance préventive (art 1.1.6 du CCTP et 5.1 du CCAP).</p> <p>(7) Établissement des <b>rapports d'intervention</b> : <b>une (1) semaine</b> à compter de la fin des opérations (art 2.5.2 du CCTP et 5.1 du CCAP).</p> <p>(8) Établissement d'un <b>rapport d'activité annuel</b> : <b>au plus tard deux (2) semaines</b> avant la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre (art 2.5.3 du CCTP et 10 du CCAP)</p> <p>(9) Fourniture d'un <b>état des lieux contradictoire final</b> : <b>trois (3) mois</b> avant la date de fin de l'accord-cadre (art 1.3.1 du CCTP).</p>	
<b>Pénalités</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Retard d'intervention : 50 € HT par jour ouvré de retard et prestations aux frais et risque pour les prestations non réalisées (art 9.1.1 du CCAP)</li> <li>• Retard dans la remise des livrables: 50 € HT par jour ouvré pour chaque livrable concerné (art 9.1.4 du CCAP)</li> <li>• Non remise en état de propreté du site : 100 € HT par jour de retard à compter de la date de fin d'exécution des prestations.(art 2.10 du CCTP et 9.1.5 du CCAP)</li> <li>• Non utilisation de l'outil de reporting : 50 € HT par jour ouvré et par appareil concerné, à compter de la date de la réclamation par le service bénéficiaire (9.1.6 du CCAP)</li> </ul>	
<b>Conditions de recette</b>	
<p>Conformément à l'article 7.1 du CCAP, les opérations de vérification sont effectuées à l'occasion des interventions du titulaire ou indépendamment de celles-ci. Elles portent notamment sur les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'état des installations et des équipements entretenus;</li> <li>- la qualité des rapports d'interventions;</li> </ul>	
<b>Type de rémunération</b>	
<p>Prix forfaitaire pour l'ensemble des équipements d'un site donné.</p>	